

MAKOUDA

La population ferme les sièges de l'APC et de la daïra

Les citoyens des villages Izaïchène et Tinekachine, parties intégrantes du chef-lieu de la commune et de la daïra de Makouda, usent de la force en fermant les sièges des deux institutions pour la quatrième journée d'affilée afin de faire aboutir leurs revendications exprimées dans une plate-forme de 25 points, rendue publique dès le premier jour de l'action.

Le mouvement contestataire et revendicatif a été lancé après la réunion des citoyens des villages précités, le 6 du mois en cours à la place de la mairie, qui ont débattu autour des préoccupations et les manquements constatés dans leur lieu de résidence.

Le mouvement se veut citoyen et apolitique. Le retour à l'activité des institutions ne se fera pas avant la satisfaction partielle de la plate-forme, dans l'immédiat, et l'engagement formel de l'APC sur la satisfaction totale des 25 points dans un avenir proche, nous indique un meneur de l'action.

En tête des revendications apparaissent les aménagements et les revêtements de la route menant à Tinekachine ainsi que les bretelles desservant les différents villages avoisinants tels Tafarant, Adhrou, Azrou, Imyissen, Ait-Alahoum, Mechrouh, Tanazoult, Tansa, Imoudhachen, Vadhawedh, Takharoubth Ouhahri entres autres, l'aménagement du chef-lieu urbain avec à la clé la station de bus de transport et la construction des aubris ainsi que la création d'un espace vert

dans les environs du siège de l'APC.

La quatrième revendication des citoyens est la distribution quotidienne et dans tous les foyers du chef-lieu de la commune et de la daïra de l'eau potable afin de mettre fin aux sempiternelles pénuries. Le volet environnement est ensuite abordé après, avec en prime, l'exigence de ramassage des ordures ménagères et l'interdiction des décharges publiques illicites qui foisonnent à travers le territoire de la commune. Toujours dans le même registre, les citoyens ont exigé aussi la réalisation d'un réseau d'assainissement touchant tout le chef-lieu et avec bassins de décantation, le drainage des eaux pluviales qui ne manquent pas de créer moult problèmes en saison hivernale.

Parmi les nombreuses préoccupations des citoyens, figure aussi le volet sanitaire. Les Makoudéens demandent la réalisation d'une polyclinique répondant aux normes et aux différents besoins actuels de soins médicaux et sa dotation d'un service de maternité ainsi que l'ouverture d'un point d'ur-

gence. Dans une branche dérivée, les contestataires demandent la réouverture d'une antenne de la sécurité sociale dans le chef-lieu de daïra.

Les services ne sont pas en reste du fait que la plate-forme porte la revendication de l'installation d'une agence Sonelgaz pour le paiement de redevances et les éventuelles interventions pour réparer les pannes que génère le vieux réseau qui se caractérise, par ailleurs, par ses fréquentes chutes de tension et ses poteaux inclinés qui menacent de s'effondrer à tout instant, la mise en service de l'éclairage public défectueux existant en attendant la réalisation d'un réseau moderne. Pour clore ce chapitre, il y a lieu de signaler l'exigence de la population de voir une brigade des soldats du feu dans leur localité.

Dans le secteur de la culture et de la jeunesse où la daïra demeure vierge de toute infrastructure, les rédacteurs de la plate-forme demandent la construction d'un centre culturel, d'une salle omnisports, l'équipement du foyer de jeunes, l'affectation d'un siège pour l'association sportive ainsi que la construction de la crèche et la bibliothèque communale dans le chef-lieu de Makouda au lieu du lieu dit Azaghar dans le sud du village Tazart. Enfin, sur la liste est inscrite l'alimentation en gaz de ville de la daïra et l'ouverture des pistes pour les zones agricoles.

Dans la conclusion de la plate-forme de revendications, les citoyens, dans leur souci d'une meilleure planification de ces projets économique-socio-culturels énumérés, invitent le premier magistrat de la commune à lancer l'étude d'un plan d'occupation des sols au niveau du chef-lieu de la commune de Makouda, qui malgré l'approbation du PDAU, n'a pas

été faite à ce jour. Pour connaître la version de l'exécutif communal de Makouda, nous avons pris contact avec le P/APC, Hocine Djoudi. Ce dernier nous a affirmé que la population locale a été informée de l'existence d'enveloppes budgétaires pour la prise en charge de l'aménagement du chef-lieu ainsi que les centres des villages Attouche et Tala-Bouzrou ainsi que l'éclairage public dans le cadre du PSD. Les travaux seront lancés incessamment.

Concernant les pénuries d'eau potable, le P/APC rassure sa population que la situation connaîtra une amélioration très prochainement avec l'entrée en fonction du château de distribution de Semghoune (achevé à 70%) qui mettra fin aux alimentations rotatives entre le chef-lieu et le village de Tala-Bouzrou et l'acheminement de l'eau de la source de Lemghassel dont le débit est, pour rappel, de 61 litres/seconde selon les estimations officielles. Le captage de la source est en cours.

A l'APC, les travaux de la débidonvillisation du siège sont en cours notamment avec l'aménagement d'une salle de délibérations et le projet, à l'ordre du jour, de l'extension dont l'étude a été faite. Pour ce qui est, enfin des autres services inexistantes dans la localité comme l'agence de la Sonelgaz, l'antenne de la sécurité sociale, le centre culturel, la salle omnisports, l'unité de la Protection civile et l'alimentation de la commune en gaz de ville, entres autres, le P/APC affirme que leur acquisition ne dépend nullement de sa volonté et qu'elles dépassent de loin les modestes moyens de la commune.

L'implantation de la crèche et de la bibliothèque au lieu dit Azaghar est dictée par la nature accidentée des assiettes existantes au niveau du chef-lieu. Le ramassage des ordures est, selon M. Djoudi, assuré par un camion à benne tasseuse sauf pour les personnes qui refusent de s'acquitter de la redevance mensuelle de 500 DA dans certaines zones où le camion ne peut pas passer.

Avant de conclure, ce dernier dénonce la manipulation de la misère des citoyens à des fins politiques et laisse la porte ouverte au dialogue avec l'ensemble des habitants pour aider la commune à sortir de son marasme généralisé.

Massiles Juba

SKIKDA

PROGRAMMES DE DEVELOPPEMENT

La consommation des crédits de paiement : un stimulateur

La commune de Ouled-H'baba relevant de la daïra d'El-Harrouch a réussi à consommer 124% des crédits de paiements dans le cadre des PCD au titre de l'exercice 2005. Un record ! Par contre, et dans le même contexte, six communes, Hamadi-Krouma, Zerdesas, Ain-Zouit, Tamalous, Kerker et El-Harrouch ont, pour diverses raisons injustifiées ou non, brillé par la faible consommation des crédits. Une situation pénalisante tout autant que les préoccupations citoyennes liées à l'eau potable, l'assainissement et les chemins communaux sont toujours en vigueur.

Les entraves d'ordre organisationnel, "managérial" et foncier sont autant de causes du recul constaté dans la plupart des communes de la wilaya, même celles considérées comme riches, Skikda et Hamadi-Krouma notamment. Le manque de moyens de réalisation, incidence logique du "régime déficitaire" régissant beaucoup de communes, a également perturbé le bon déroulement des programmes lancés. En témoignage l'absence de rétrochargeur (bien que 19 communes en ont déjà bénéficié) et des bennes-tasseuses et ce, pour ne citer que les cas les plus illustratifs. Pour l'exemple aussi, la commune de Salah-Bouchaour sollicite souvent l'aide de celle de Zerdesas pour effectuer les travaux nécessitant l'engin premièrement cité.

La problématique de la bonne représentativité communale est l'autre facteur ayant contribué au pourrissement ; elle devrait être le principal enjeu des élections de 2007. Tributaires du bon choix qui sera fait à l'issue du "verdict des urnes", ces dernières présideront à l'élaboration du gros plan de développement de la wilaya dont la réussite demeure conditionnée par le concours de tous les acteurs concernés, de la méthode de travail préconisée, sérieux et de la rigueur dans le contrôle qui sera effectué.

D'ici là, les P/APC doivent ni "balbutier" en face du wali ou de leurs chefs de daïra respectifs pour transmettre les doléances légitimes de leurs électeurs, ni se confondre en des flatteries d'allégeance à l'endroit des mêmes responsables pour des missions pour lesquelles ils sont payés. Ce sera déjà, et bien qu'il soit le plus difficile à faire, le premier pas.

Ils sont également sommés de consentir des efforts pour que les sommes qui leur seront injectées dans le cadre des PCD au titre du programme complémentaire 2006 soient consommées dans les délais requis et faire en sorte que l'assainissement de la situation encore pendante soit clôturée avant la fin de cette année.

Ce sont là, les instructions du wali, lors de la réunion au siège de la daïra d'El-Harrouch, tenue mercredi, en présence des chefs de daïras de Sidi-Mezghiche et d'El-Harrouch et des P/APC des communes en dépendant. Une rencontre qui a vu la présentation de la situation prévalant au sein des communes de Sidi-Mezghiche, Beni-Oulbène et Ain-Bouziane, concernant la première daïra citée et Ouled Hbaba, Zerdesas, Mezedj-Edchiche, Salah-Bouchaour et El-Harrouch, pour la deuxième citée. Comme déjà rapporté, Ouled-Hbaba, distante du chef-lieu de wilaya de près de 50 km, tire sa révérence, avec un taux de 124% des crédits de paiement consommés ; elle est en pole position dans le classement des communes. Quelques propositions des P/APC ont été prises en considération, comme l'inscription de la première tranche du projet de réalisation d'un siège pour la commune de Ain-Bouziane et le projet d'alimentation en eau potable de la localité de Bir Stahl, relevant de la commune d'El-Harrouch où vivent près de 1 200 habitants. Une localité précaire qui n'est même pas dotée de réseau d'AEP. Le comble !

Cette réunion a été précédée par une visite d'inspection au niveau de la commune d'El-Harrouch et marquée par deux faits. Le premier, la menace brandie par le wali de dissoudre toutes les associations inactives ou qui bloquent les missions des pouvoirs publics. Le deuxième, le démenti fait par ce même responsable au sujet des propos qu'il aurait formulés lors de la visite d'inspection à Tamalous et rapportés par notre confrère du journal arabophone Ennasr. Ce dernier a été sermonné en live !

Zaïd Zoheir

SAIDA

Remue-ménage annoncé dans l'administration locale

Un mouvement dans l'administration locale a débuté avec en premier lieu l'installation du directeur du transport. Poste resté vacant pendant 8 mois, et la permutation inattendue du DUC avec son homologue de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Il faut dire que ce dernier changement a surpris plus d'un ici à Saïda. Le partant n'était en poste que depuis deux ans. Mais on raconte que sa gestion a été souvent décrite autant parmi ses collègues que par les élus (voir édition du 6/12/2005).

Certains ont accueilli son départ avec soulagement, d'autres s'abstiennent de tout commentaire, mais néanmoins, souhaitent que ce mouvement qui s'annonce dans l'exécutif de wilaya doit tou-

cher là où il le faut et à ce titre, plusieurs norms reviendront à la bouche.

Par ailleurs, le directeur de la jeunesse et des sports en poste depuis 8 ans a été, quant à lui, admis en retraite. Il a été remplacé hier par M. Kerchouch qui occupait auparavant le poste de chef de bureau des sports au MJS.

Des sources bien informées affirment qu'un mouvement à la tête des directions des DPAT, DSPS et DEFP est également annoncé. A signaler que les directeurs de la DPAT et DSPS sont en poste à Saïda depuis plus de 6 ans.

Pour ce qui est du directeur de l'emploi et de la formation professionnelle, ce dernier vient quitter Saïda à sa demande vu qu'un climat de méfiance s'est installé dans le secteur depuis le limogage de l'ex-directeur de wilaya pour mauvaise gestion.

M. B. A.

OUM-EL-BOUAGHI

La terrible souffrance des malades mentaux

En 2004, quelque 120 malades mentaux ont été enregistrés dans la wilaya d'Oum-El-Bouaghi, ce qui nous donne un aperçu sur le nombre des cas malheureux de cette catégorie spécifique de citoyens vivant en marge de la société et ne semblant connaître que la misère extrême et la souffrance dans la vie, puisque livrés à eux-mêmes, après avoir été abandonnés par leurs proches. En 2005, plus de 110 d'entre eux ont fait l'objet d'une décision d'internement à l'hôpital psychiatrique de Djebel Wahch au niveau de la ville de Constantine. Ceci expliquant cela, le nombre de 9 malades mentaux errant dans les rues et actuellement mis en évidence par les services concernés, paraît logique, mais à cela il faut ajouter les nouveaux malades ainsi que les 70 qui ont quitté les lieux d'internement sur avis médical, après avoir subi en l'espace de quelques mois des soins spécifiques.

D'autre part et pour saisir tout le désarroi des malades mentaux dans une société hostile où la compréhension et l'entraide font partie d'une autre dimension, on assiste malheureusement de temps à autre à des scènes révoltantes dignes du Moyen-Age, où des malades mentaux calmes sont provoqués à chaque détour par des adolescents et même des adultes devant une assistance complice qui ne branche pas, ne réagit pas et ne s'oppose pas à de telles conduites inqualifiables. Les pauvres malades agressés ne savent plus à quel saint se vouer et lorsqu'ils se mettent à crier à haute voix, ça amuse tout le monde. Dans de tels cas de figure, allez donc savoir qui sont les véritables fous ?

Saisie de 3 véhicules et de diverses marchandises de contrebande

3 véhicules, 7 moteurs de divers types, des pièces détachées entre démarreurs, pneus, pompes à injection et autres pièces de rechange, d'une valeur approximative de 720 millions de centimes, ont été saisis par les éléments de la Gendarmerie nationale au cours de trois interventions consécutives au niveau des axes routiers reliant Tebessa à Oum-El-Bouaghi-ville.

Ces marchandises de contrebande, qui proviennent de la frontière tunisienne, étaient destinées à alimenter le marché parallèle partiellement florissant par les temps qui courent. Il est utile de souligner que dans ce contexte spécifique, la majorité des contrebandiers, qui agissent dans la région, sont, plutôt, versés dans le domaine de l'introduction frauduleuse dans le pays, de produits alimentaires, entre pâtes et tomates fabriqués en Tunisie, mais vu les multiples dernières saisies, il s'avère que les pièces de rechange usagées de véhicules commencent à s'affirmer comme étant un créneau plus attractif pour des contrebandiers qui obéissent, eux, aussi, aux règles de l'offre et de la demande même si tout relève de la fraude.

Nasreddine Bakha

MASCARA

Rentrée professionnelle pour 7 000 stagiaires

Le nombre de stagiaires a augmenté de 36% durant ces deux dernières années, a déclaré le directeur de la formation professionnelle de la wilaya de Mascara. La cérémonie de cette rentrée a eu lieu au centre Gaïdi-Abdelkader de Tighennif où 7 000 stagiaires rejoindront les différents centres de formation CFPA.

La wilaya en compte 9, ainsi que 12 annexes et un institut (INFSP). D'autre part, des conventions ont été établies avec 15 établissements privés pour la formation d'apprentis.

Dans le cycle de formation seront introduites cette année de nouvelles spécialités telles l'exploitation des stations de pompage, la gestion et l'économie de l'eau et l'apiculture.

M. Meeddeber